
UNE ENCLAVE JAPONAISE EN AMAZONIE PERUVIENNE

*Isabelle Lausent-Herrera **

** Chercheur, Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine. CNRS.*

En 1899, à la suite du premier traité de commerce et de navigation (1895) entre le Japon et le Pérou, les ressortissants japonais furent autorisés et même encouragés à migrer vers ce pays. Ce que l'on attendait d'eux : remplacer la main-d'œuvre agricole bon marché d'origine chinoise dans les grandes plantations côtières et contribuer à l'essor de l'agriculture industrielle péruvienne. Ils furent ainsi plus de six mille à être introduits entre 1899 et 1909 (1) principalement dans les régions d'Ica, Canete, Chancay et Trujillo.

L'Amazonie qui, elle aussi, réclamait ses travailleurs, ne laissa pas indifférents les migrants japonais ni les compagnies japonaises - mi privées, mi étatiques - d'immigration comme la Morioka Shokai, la Meiji Colonization Company, ou la Toyo Emigration Company. Intermédiaires de la Inca Rubber Company, ces compagnies lui procurèrent plus de 500 Japonais destinés à collecter le caoutchouc dans la région de Tambopata et elles aidèrent aussi un petit foyer de colons japonais (la Peruvian and Forestry Company) à s'établir dans le Chanchamayo à Entas.

Jusque là, et malgré le contrôle de l'Etat japonais sur les sociétés d'immigration, on n'avait pas décelé - au Pérou tout du moins - d'entreprises sup-

posant une manipulation des migrants dans une perspective géopolitique. La grande majorité ayant été appelée à travailler pour des haciendas, aucun groupe ne semblait encore avoir été induit à prendre l'initiative de coloniser et d'exploiter - en tant qu'entité japonaise - un espace circonscrit en milieu amazonien. C'est pendant la Première Guerre mondiale que se produit le premier fait significatif.

LA PREMIERE POLITIQUE DE COLONISATION : L'IMMIGRATION JAPONAISE

Le Tulumayo et la KKKK

En 1917, Hajime Hoshi, industriel, politicien nationaliste, membre du parlement japonais et fondateur de la Hoshi Pharmaceutical Company of Tokio, fit un premier voyage en Amazonie péruvienne à la recherche de quinine. Il parvint dès 1918, avec l'aide de la KKKK ou Kaigai Kogyo Kabushi Kaisha (Compania de desarrollo internacional) à acheter légalement dans la région de Pampayacu-Tulumayo, sur l'axe Huanuco-Pucallpa, plus de 3000 kilomètres carrés de forêts et cœales.

Les activités agricoles et autres de la colonie qui s'y organisa restèrent pendant de longues années "dangereusement" méconnues et incontrôlables. En 1930, alors que le Pérou instable était accablé par la crise économique et secoué par des heurts sociaux et de violentes manifestations anti-asiatiques, les autorités commencèrent à s'inquiéter de la présence japonaise (agriculteurs, techniciens et militaires en mission) dans le Tulumayo et de la propagande que le Japon faisait en faveur du déplacement de populations nipponnes vers l'Amazonie.

En plus de ces préoccupations, deux raisons majeures conduisirent le gouvernement péruvien à entreprendre l'expulsion japonaise du Tulumayo.

La première fut dénoncée par le député P. Figueroa San Miguel en 1935. Sur ces terres (estimées à 30 millions de soles) qui n'avaient pu être qu'usurpées, devait passer la route devant joindre dans les plus courts délais la capitale à l'Ucayali, c'est à dire Iquitos et les frontières orientales. Le Pérou ne pouvait se permettre de perdre le contrôle stratégique de cette région aux mains d'une compagnie étrangère.

La seconde eut pour origine la nature des relations politiques qu'Hajime Hoshi, très proche des ultra-nationalistes, entretenait avec le Baron Okura, protagoniste du trafic d'armes existant depuis 1932 (conflit colombien) entre le

Japon et le Pérou. La KKKK et ses représentants furent à la même époque soupçonnés d'activités allant contre la sécurité nationale.

En 1936, le gouvernement péruvien annula donc la vente de 1918 des terres de Pampayacu et du Tulumayo mais reconnut à Hoshi la propriété de 76 526 hectares. Malgré les pressions qu'exerça le gouvernement japonais (utilisant comme argument le fait que le Pérou lui était redevable de son armement entre 1932 et 1935), Hajime Hoshi n'obtint pas gain de cause. La loi du 23 mars 1938 entérina son expulsion partielle du Tulumayo.

Le démantèlement : la fin de la présence asiatique ?

La plupart de ses terres ayant été confisquées, H. Hoshi décida avant qu'une autre loi ne le spolie du reste de son domaine - et contrairement à ses déclarations dans le Nichi Nichi (2) - d'opérer un morcellement de ses biens mais de telle sorte qu'il n'en perdit pas totalement le contrôle.

Masao Sawada, son "regisseur", fut chargé de cette opération. Les étapes en furent les suivantes :

- Liquidier tout d'abord 30 670 hectares, soit près de la moitié des terres laissées par le Pérou à H. Hoshi. Plus de 100 lots, allant de 200 à 2000 hectares furent ainsi vendus à des colons péruviens, sino-péruviens, italiens mais surtout aux anciens colons japonais de H. Hoshi.

- Vendre le lot le plus important, 6000 hectares, à un de ses alliés, un italo-péruvien, Pratto-Cantelli, propriétaire de la "Compania Industrial La Palmera". Cette personnalité de Huanuco ne cessa par la suite d'apporter son appui aux Japonais et de défendre les intérêts de H. Hoshi jusqu'au règlement de sa succession en 1953-1954.

- Garder des intérêts japonais dans le Tulumayo : du fait de la guerre, déclarée en 1941 entre le Japon et les USA, et du lotissement de la majeure partie des terres de H. Hoshi, les ex-colons-employés de l'industriel furent "libérés". A l'exemple d'un groupe de Japonais nouvellement implanté dans la région de Macora, ils fondèrent une compagnie, la Madera Tulumayo, regroupant une cinquantaine de familles. Par ailleurs, toujours en 1941, les principaux agents de colonisation comme M. Sawada et quelques Japonais établis à Lima, achetèrent à H. Hoshi, plus de 10 000 hectares et formèrent, jusqu'en 1949, la Sato Compañia.

Fait surprenant, en 1939, pendant que l'Etat cherchait à éliminer la présence japonaise dans le Tulumayo, les membres d'une grande famille de Huanuco, propriétaire de 6 050 hectares à Macora, en proie à de violents conflits d'intérêts,

remettaient leurs terres entre des mains asiatiques. Et c'est ainsi que, pendant que la branche Sara-Lafosse-Quintana vendait à une compagnie japonaise de Lima, la *Compania Explotadora Agricola Industrial Takakoshi*, une partie du domaine familial, la branche Figueroa-Atard louait puis vendait l'autre partie à deux Chinois de Huanuco : Juan Siu et Eliseo Chiang.

L'attaque d'avant guerre contre H. Hoshi, n'apporta pas les résultats escomptés. Certes l'Etat avait récupéré près de 75% des terres que possédait la compagnie pharmaceutique japonaise - terres qu'il destinait à la construction de la route et à un futur projet de colonisation européenne et péruvienne - mais il n'était pas parvenu à écarter les Japonais de cet axe stratégique. Loin de là.

Au lieu de diminuer, le nombre des Japonais résidant dans le Tulumayo s'accrut : les agriculteurs et petits commerçants dispersés se regroupèrent finalement dans de petites exploitations privées et leurs rangs furent grossis par de nouveaux arrivants de Lima qui, dans leur fuite, apportaient avec eux le soutien de la colonie côtière. Contrairement à ce qui était attendu, ils devenaient de moins en moins contrôlables.

Devant cet état de fait, le gouvernement, d'une part débordé par les manifestations anti-japonaises (13.05.1940) et d'autre part pressé par les USA, fit assigner à résidence, en 1941, les Japonais du Pérou en même temps que commençait - organisée conjointement par les USA et le Pérou - une campagne de déportation.

Le Tulumayo fut touché par ces déportations et c'est ainsi que, parmi d'autres, N. Saburo, N. Moruno de la Compagnie Takakoshi (Macora), T. Mataichi Sone et même Matsuda (propriétaire à la fois de terres à Cañete et à Tingo Maria) furent expulsés vers le camp de concentration de Crystal-City.

Isolé et encore sous le choc de la guerre et de la capitulation privés de légation pouvant les représenter, une partie des Japonais du Tulumayo partit sur la côte se fondre avec les grandes colonies de Lima, Chancay, Huaral, Huacho, Cañete, tandis que l'autre faisait souche en Amazonie.

L'affaire H. Hoshi, fut définitivement close en 1953 lors de la liquidation de la succession Hoshi, un an après le rétablissement des relations diplomatiques entre le Pérou et le Japon.

In n'est pas possible actuellement d'évaluer le nombre des Japonais et de leurs descendants toujours établis dans le Tulumayo pas plus qu'il n'est possible de connaître l'ensemble des terres qu'ils contrôlent encore. Situées dans les régions maintenant inabordables de cocales d'où sont extraits, sous couvert d'autres activités, des milliers de kilos de "pasta basica" destinés à l'élaboration de la cocaïne, ces terres échappent à tout recensement.

Le registre public de Huanuco donne peu d'informations sur ce thème. Cependant, les éléments permettant une étude de la propriété foncière font ressortir un fait intéressant pour la période comprise entre 1936 et 1955.

En voulant chasser les Japonais du Tulumayo, en démantelant leurs propriétés et en projetant le nouvel axe de pénétration vers l'Ucayali, les autorités accélèrent le mouvement local des transactions foncières. Les propriétés et lotissements, ainsi valorisés et rendus accessibles à un plus grand nombre, furent souvent repris par d'autres asiatiques : des Chinois ; des Chinois de Huanuco, Panao, Chinchao et même de Lima.

Il est donc intéressant de voir - mais ceci est un autre sujet d'étude - comment ceux deux communautés, la chinoise - pour la plus ancienne - et la japonaise - pour la plus récente - se sont succédées dans l'occupation du terrain.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la colonie japonaise était démantelée, désarticulée mais toujours présente tandis que la colonie chinoise, de mieux en mieux organisée, ne cessait d'augmenter son pouvoir en accédant aux terres autrefois convoitées par les Japonais.

Malgré l'espoir du gouvernement de confier l'essor de cette région à des colons européens (catholiques, pro-franquistes - c'est à dire non communistes - et non-juifs de préférence) (3), il semble que la colonisation de ce milieu par des Chinois - processus commencé spontanément bien avant que les Japonais ne s'y aventurent - ait été plus efficace en son temps et même mieux acceptée, jusqu'en 1955 tout du moins.

VERS UNE PRESENCE JAPONAISE RENOUVELEE SUR L'AXE HUANUCO-PUCALLPA

Un appel à l'expérience brésilo-japonaise : le Pimental de Pucallpa

Toujours très discrète, la présence japonaise sur l'axe Huanuco-Pucallpa disparut presque de la scène entre la fin de la guerre et l'arrivée en 1968 d'un groupe d'agriculteurs nippon-brésiliens au Pimental.

En 1954, l'américain R. Letourneau engageait un projet de colonisation près de Pucallpa, à Tournavista. Il s'agissait pour ce spécialiste ayant déjà travaillé au Libéria, de défricher une concession de 60 000 hectares destinés à la colonisation mais aussi à la prospection pétrolière. Dix ans plus tard, le contrat entre Letourneau et l'Etat n'était toujours pas honoré. Les travaux étant inachevés, l'évangéliste militant, le "Socio de Dios", comme on le nommait, dut admettre son échec et abandonner en partie ses ambitions premières. En 1965,

grâce à la nouvelle loi de réforme agraire, l'Etat put récupérer les terrains disponibles et, par l'intermédiaire du Banco de fomento agro-pecuario, il fit venir, dans le cadre d'un plan de développement agricole - financé entre autre par la FAO - un groupe d'agriculteurs japonais résidant au Brésil.

En 1968, les vingt-huit familles japonaises contactées par la banque, en transit à Iquitos, arrivèrent du Brésil pour s'établir à la Coopérative agricole de Tournavista, laquelle prit par la suite le nom de Pimental. Chacune de ces familles reçut près de 30 hectares de terres défrichées et les crédits nécessaires à leur équipement ; elles furent aidées en cela par un agronome Nisei (Japonais de la deuxième génération né au Pérou) au service de la banque. A leur tête, ces familles élurent M. W., japonais-péruvien qui, ayant été déporté aux USA pendant la guerre, avait rejoint le Japon, puis le Brésil pour enfin revenir au Pérou en tant que colon mais surtout d'intermédiaire entre les Japonais-Brésiliens et les autorités d'encadrement péruviennes.

Espoirs et déceptions

L'intérêt porté à cette micro-colonie réside dans le rôle novateur dont on a voulu l'investir à une époque où le pari engagé sur le succès d'une réforme agricole et politique revêtait la plus grande importance.

Comme ils l'avaient déjà fait au Brésil trente ans auparavant, les Japonais qui entrèrent à Pucallpa introduisirent et développèrent la culture du poivre. En 1969, ils avaient réussi à planter 80 hectares d'arbustes.

Soutenus par l'Etat et une politique protectionniste, l'entreprise semblait annoncer un succès. Le marché péruvien, autrefois obligé d'importer, maintenant protégé, absorbait dans sa totalité la production nippo-brésilienne.

Ce succès fut relatif et de peu de durée. Les coûts d'exploitation trop lourds ne permirent pas aux Japonais d'augmenter dans de grandes proportions les superficies consacrées aux poivriers. Promises à l'essor, elles ne s'étendaient en 1982 que sur 130 hectares, ce qui représente une très faible progression en treize ans. L'insuffisance de la production intérieure par rapport à l'importance de la demande, ajoutée à un changement politique favorable à l'extension des importations dans le secteur agricole, furent à l'origine de la libération du marché du poivre. L'introduction du poivre brésilien à pris compétitif fit tomber celui pratiqué au Pérou et les Japonais durent vendre à perte.

Si en 1982 ils produisaient encore 80 tonnes de grains, en 1983 ils n'en fournissaient plus que 58 tonnes. Le pari avait échoué.

Par ailleurs, la riziculture qu'ils avaient aussi promu localement afin d'approvisionner la brasserie San Juan de Pucallpa, vit son expansion limitée.

De plus en plus précaire, leur vocation pionnière et agricole alla en s'étiolant. Les familles du Pimental sont depuis quelques années tentées de diversifier leurs activités et ont rejoint les membres de la petite colonie japonaise établie à Pucallpa depuis 1925 environ. En effet, ces derniers, venus du Madre de Dios par l'Ucayali ou par la route de Tingo Maria dans les années quarante, s'étaient assez vite spécialisés dans certains domaines comme l'exploitation forestière (Industrial continental M. Takamori, Aserredero exito de Yamashiro, negociacion Saba...) (4), ou l'élevage de poulets et le commerce (importation d'appareils électro-ménagers de marques japonaises). Leur exemple et leur aide permit finalement aux colons du Pimental de ressentir moins durement l'insuccès de l'entreprise à laquelle on les avait attachés.

Bien que peu satisfaits de leur expérience en tant que promoteurs de l'arboriculture poivrière, les Japonais du Pimental se sont totalement intégrés au paysage économique régional et ont été pour ce faire autant soutenus par l'accueil de leurs compatriotes que par celui de leur ambassade. A leur tour, ils sont depuis cinq ans, des médiateurs entre la société péruvienne amazonienne et les récents participants au projet japonais Von Humbolt.

VON HUMBOLT ET LE JICA, OU DE NOUVELLES PERSPECTIVES DANS LA REGION DE PUCALLPA

Ce n'est donc pas sans raison historique et économique que le Japon - une fois normalisées et consolidées ses relations avec le Pérou - choisit de nouveau l'axe Huanuco-Pucallpa pour établir, en 1981, dans la réserve nationale Von Humbolt, son premier *Centro piloto de investigacion en sivicultura tropical*, dans le cadre d'un projet de recherche expérimentale en régénération forestière.

Ce projet de coopération technique "non remboursable", encore en action, est mené conjointement par l'INFOR (Instituto nacional de forestacion), organisme péruvien, et le JICA (Agencia de cooperacion internacional del Japon) qui a donc établi son projet au kilomètre 86 de Pucallpa, non loin de la colonisation du Pimental ; projet couvrant une aire expérimentale de 700 hectares d'espèces de bois précieux ou à usage industriel.

Le JICA, successeur officiel de la KKKK ?

Organisme aux fonctions complexes, le JICA se présente lui-même en ces termes.

Le JICA fut créé le 1er août 1974 dans le cadre de la loi de l'Agence de coopération internationale du Japon en tant qu'organe exécutif de la

coopération technique patronnée par le gouvernement japonais et destinée aux pays en voie de développement, ainsi qu'en tant qu'*agent chargé d'administrer les services de l'émigration japonaise*. A partir du moment où elle fut créée, l'agence prit en charge les fonctions que remplissait l'Agence de coopération techniques d'Outre-Mer créée en 1962 - puis dissoute - dans le but d'apporter à l'étranger la coopération technique ; *elle prit de même en charge les fonctions du service, dissout, d'émigration du Japon, institué en 1963*. A présent, l'agence remplit aussi toutes les fonctions de la Fondation japonaise pour le développement agricole à l'étranger et assume de nouvelles responsabilités en incluant dans ses activités la coopération pour le développement ainsi que le recrutement et la formation d'experts japonais spécialisés dans la coopération technique.(5)

Il ne s'agit pas de critiquer ici et en particulier le Japon pour sa politique d'aide au développement ainsi que les pratiques qui lui sont liées. En effet, tous les pays soutenant une active politique de coopération - non remboursable ou financière - opèrent dans le même sens : l'inégalité étant la base de ce type d'échange, ces pays investissent à long terme dans la perspective d'un bénéfice substantiel tant dans le domaine économique que politique ou culturel.

Dans le cas du projet qui nous intéresse, les données sont les suivantes : l'équipe en place se compose d'ingénieurs agronomes, de techniciens divers volontaires (les JOCV) formés par le JICA pour intervenir dans les pays du Tiers-Monde. Cette formation (apprentissage des langues, connaissance des milieux naturels...) peut être très poussée : l'un des sylviculteurs du projet n'est-il pas aussi et en plus "Doctor of oversea cooperation", discipline que l'institution cherche à maîtriser parfaitement. Le conditionnement auquel les intervenants japonais semblent invités à se soumettre rappelle l'Ecole de colonisation de Sadakaya (Tokyo)(6) ou encore l'Instituto Amazonia et son *aprendizaje de colonizacion*.(7)

Le fait que le JICA soit à la fois le moteur de la coopération japonaise et l'organe officiel de l'immigration entraîne une grande confusion quant à l'opportunité des actions qu'il mène et surtout des objectifs réels qu'il poursuit. Car, comment concilier au sein d'une même organisme des activités qui - comme l'aide au Tiers-Monde et la colonisation agricole, par exemple - devraient, en toute moralité, ne pas être conséquentes l'une de l'autre. Or le JICA ne nie pas ce dernier aspect et définit lui-même ses responsabilités en ce domaine :

“Afin de promouvoir, plus encore, l’émigration de Japonais, l’agence mène actuellement les activités suivantes :

1. Diffusion de l’information et orientation de l’émigration vers l’étranger.
2. Pour ceux qui désirent émigrer offrir plusieurs types de formation et d’études.
3. Améliorer l’habitat et le style de vie dans les pays où émigrent les Japonais.
4. Orienter et assister les candidats à l’émigration en les dirigeant par exemple, vers l’administration agricole, les services techniques et l’aide financière.”(8)

Il existe donc, dans certains projets touchant l’agriculture et l’extraction de matières premières, une corrélation étroite entre l’apport d’une aide et l’incitation à l’immigration ; les migrants japonais, qualifiés, formés selon les méthodes améliorées des anciennes écoles d’immigration et de colonisation, servent aujourd’hui essentiellement à encadrer les populations locales avec lesquelles ils sont en contact et à décider du choix des produits et des marchés à développer. Certes, les projets ont une fin mais les migrants restent parfois et soutiennent une politique de mini-colonisations économiques, géographiquement dispersées sur le territoire tout en jouissant dans le pays d’un accueil le plus souvent très favorable.

Mais l’encadrement et la présence de migrants capables de se fondre à la population ne suffit pas. Les rapports de l’INP (Instituto nacional de planificación) sur le centre Von Humbolt, font état d’un don très important de matériel lourd et sophistiqué *“Cabe destacar que se lograra el resultado mas fructifera siempre y cuando el hombre y e material se enlacen organicamente”* (JICA, 1982, INP). On connaît les effets de cette stratégie : l’introduction d’un matériel précis, la formation du personnel local à ce matériel conduisant le plus souvent les autorités à en perpétuer l’usage en en passant commande aux pays “donnateurs”. Ces mêmes rapports de l’INP insistent aussi sur le caractère technique de la formation. Un certain nombre d’individus ne parlant pas japonais et le plus souvent assez mal l’anglais - sont envoyés à grands frais au Japon pour des stages dits de haut niveau. En fait, ces stages et bourses d’études sont de durée beaucoup trop courte pour prétendre apporter une formation scientifique réelle. Par contre, et c’est là l’intérêt, ils permettent d’isoler des

personnalités locales soudain valorisées et d'en faire les intermédiaires privilégiés entre ceux qui apportent et ceux qui reçoivent.

L'AMAZONIE : UNE FIDELITE CONSTANTE DE L'INTERET JAPONAIS

Bien que n'étant pas un projet d'immigration et encore moins de colonisation comme on l'entendait avant-guerre, le projet Von Humbolt témoigne une fois de plus de l'intérêt que portent les Japonais à cette région selvatique. Région qu'ils ne cessent de découvrir puisqu'ils en ont obtenu - en accord avec le service de cartographie militaire péruvien - la responsabilité de la couverture aérienne. Or, l'interprétation des informations recueillies doivent, dans un proche avenir, apporter des informations nouvelles au service de la prospection minière (domaine de prédilection pour les Japonais au Pérou) et permettre, sur le tracé de nouveaux cadastres, de commencer une exploitation sérieuse de l'espace amazonien.

Revêtant, au cours des années, des formes différentes, la présence japonaise sur l'axe Huanuco-Pucallpa n'a donc pas cessé de se manifester entre 1918 et 1982. L'intérêt porté à cet axe est tout à fait justifié en termes de stratégie géopolitique et économique. Cette région, riche en ressources naturelles (forêts, énergie hydrolique, gaz, pétrole, aires et associations végétales...) est à présent particulièrement bien desservie par la route de Pucallpa (tracée lors de l'expulsion de H. Hoschi) et ses ramifications comme la Marginale. Depuis la capitale, cette voie est toujours le plus court chemin par terre d'accès à l'Ucayali en direction d'Iquitos. C'est par ailleurs et encore à présent un espace humain à conquérir.

Dans une publication de propagande distribuée auprès d'organismes officiels latino-américains, le JICA se plaisait encore il y a quelques années, à rappeler sa vocation d'office de migrants en mal de conquête ; et pour convaincre et rassurer son auditoire sur les bonnes intentions qui l'animent, il rappelait : "Par exemple, au Brésil, on entend à propos des immigrants japonais des éloges tels que celui-ci : Ces braves qui changèrent l'aspect téméraire de l'Amazonie !" et de conclure qu'à présent, en tant que bons citoyens du pays où ils vivent, ils contribuent à la prospérité de tous .(9)

BIBLIOGRAPHIE

- In texto* : **MRE** Ministerio de Relaciones Exteriores, Lima, Pérou
AMH Archives Municipales de Huanuco
LA Libro de Actas

*

- Ballon Landa Alberto, 1917, *Los Hombres de la Selva*, Tesis, UNMSM.
- Daniels Roger, 1971, *Concentration Camps - USA : Japanese Americans and World War*, Holt, Rinehart and Winston, INC.
- Emmerson John, 1944, *The Japanese in Peru*, Rapport non publié, MRE, Lima.
- Gardiner Harvey, 1975, *The Japanese in Peru, 1873-1973*, University of New Mexico Press.
- Irie Toraji, *History of Japanese Migration to Peru*
 1951 T.3 (31) pp 437-452
 1951 T.4 (31) pp 648-664
 1952 T.1 (32) pp 73-82 in *Hispanic American Historical Review*.
- Lto Luis Goya Ricardo, 1974, *Inmigracion Japonesa al Peru*, Peru Shimpo, Lima.
- JICA, 1983, *Informe anual*, (Agencia de cooperacion internacional japonesa).
- Lausent Isabelle, 1986, *Los Inmigrantes Chinos en La Amazonia Peruana*, (Primer Seminario de Poblaciones Inmigrantes) à paraître IFEA, Lima.
- Longmore Thomas, 1950, *Possibilities of Agricultural Colonization in Peru with reference to persons of European Origins*, PhD, Michigan State College of Agricultural and Applied Science.
- Morimoto Amelia, 1979, *Los Inmigrantes Japoneses en Peru*, UNA, Lima.
- Werlich David, 1968, *The Conquest and Settlement of Peruvian Montaña*, PhD, University of Minnesota.

Notes

- (1) IRIE, tome 4, p. 651, principalement dans les régions d'Ica, Cañete, Chancay et Trujillo.
- (2) Journal japonais (9 janvier 1937, Tokyo), MRE anexo al oficio 5.18.A/6.
- (3) C'est ce que souhaitait J. Bailey Lembeck, responsable en tant que coordinator de politica imigratoria au gouvernement, du projet de colonización Tingo-Maria en 1946 (T.W. Longmore, 1950, p. 16).
- (4) Les capitaux investis dans les scieries japonaises situées autour de Huanuco représentaient avec plus de 2 millions de soles par établissement, des sommes très élevées pour cette époque (1967).
- (5) Les passages en italique sont une insistance de l'auteur.
- (6) Ecole fondée par Tsukasa Kamitsuka à son retour du Brésil dans le but de mieux préparer les Japonais encouragés à émigrer dans ce pays ; (MRE, 5-18, 27/5/1930).
- (7) (MRE) Un rapport daté du 11/9/1936 de la Légation péruvienne à Rio de Janeiro fait une description détaillée et critique des écoles de colonisation japonaises.
- (8) JICA, Informe anual, 1983, p. 61.
- (9) Cet article est développé dans : Isabelle Lausent-Herrera, " La présence japonaise sur l'axe Huanuco-Pucallpa entre 1918 et 1982", in *Revista Geografica*, 1988, 107 (Mexico).

Isabelle Lausent-Herrera : une enclave japonaise en Amazonie péruvienne.

Encouragée à la fin du XIXe par un accord entre le Japon et le Pérou, la migration japonaise, destinée à l'origine à contribuer à l'essor de l'agriculture industrielle péruvienne, a connu des développements divers au cours du siècle. L'implantation des populations japo-

naises en Amazonie a pris un essor certain après la Première Guerre mondiale, faisant l'objet de manipulations de migrants dans une perspective géopolitique. Pour enrayer l'influence japonaise grandissante, le Pérou, sous la pression des Etats-Unis, adopta des politiques protectionnistes et démantela la colonie nipponne. Mais dans le milieu des années soixante, une nouvelle colonisation vit le jour et permit l'introduction de

techniques arboricoles novatrices. Les populations japonaises pionnières se firent alors les médiateurs pour de nouveaux projets japonais, l'Amazonie constituant une fidélité constante de l'intérêt nippon.

Isabelle Lausent-Herrera : un enclave japones en Amazonía peruana.

Estimulada al fin del siglo XIX a traves de un acuerdo entre Japon y Perú, la migración japonesa dedicada a principios a contribuir al desarrollo de la agricultura industrial peruana ha conocido etapas diversas durante el siglo XX. La implantación de las poblaciones japonesas en Amazonía se ha desarrollado despues de la Primera Guerra mundial permitiendo la manipulación de los emigrantes dentro de una perspectiva geopolítica.

Para refrenar la influencia japonesa creciente , Perú adopto bajo la presión de los Estados Unidos, políticas proteccionistas y desmantelo la colonia japonesa. Pero en el medio de los años sesenta una nueva colonización apareció y permitio la introducción de técnicas arboricolas novadoras. Las poblaciones japonesas pionteras se hicieron entonces los mediadores para nuevos proyectos japoneses, Amazonía constituyendo una fidelidad constante del interes japones.

Isabelle Lausent-Herrera : a Japanese enclave in Peruvian Amazonia

Encouraged at the end of the 19th century by an accord between Japon and Perú, Japanese migration, destined at the begining to contribute to the soaring of Peruvian industrial agriculture, has known several developments in the course of the century. The implantation of a Japanese population in Amazonia has soared since the First World war, making the migrants the object of manipulation in a geopolitical perspective. To put a brake on the rising Japanese influence, under pressure from the United States, has adopted protectionist policies and dismantled the Japanese colony. But in the middle of the 1960s, a new colonisation took place and allowed the introduction of innovating in arboriculture techniques. The pioneering Japanese populations then make themselves the mediators for new Japanese projects and Amazonia constitutes a constant fidelity of Japanese interest.

Isabelle Lausent-Herrera : um enclave japonês na Amazônia peruana.

Estimulada no final do século XIX por um acordo entre o Japão e o Peru, a migração japonesa, destinada em principio a contribuir a arrancada

da agricultura industrial peruana, conheceu desenvolvimentos diversos no desenrolar deste século. A implantação de populações japonesas na Amazônia tomou impulso após a Primeira Guerra Mundial, sendo objeto da manipulação de migrantes em uma perspectiva geopolítica. Para combater a influência japonesa, o Peru, sob a pressão dos Estados Unidos, adotou políticas proteccionis-

tas e desmantelou a colônia nipônica. No meio dos anos sessenta, uma nova colonização se estabeleceu que permitiu a introdução de técnicas agrícolas inovadoras. As populações japonesas, pioneiras se constituíram, então, em mediadoras para os novos projetos japoneses, a Amazônia permanecendo uma constante do interesse nipon.